

# Constructifs et alternatifs

*Discours de Benoît Lutgen*

Président du cdH

**Wégimont, dimanche 30 août 2015**

Chères amies,

Chers amis,

C'est un plaisir de vous voir ce matin, pour une journée conviviale et fraternelle. Une journée qui nous ressemble. Votre mobilisation ne faiblit pas. Quel bonheur de vous voir toujours si nombreux et enthousiastes !

Se mobiliser, être présent lors de nos évènements mais aussi et surtout épauler les citoyens, comme membre au cœur de votre section, comme mandataire communal au côté des habitants, vous êtes une force d'action tout au long de l'année.

Des actes, de l'engagement, voilà ce qui nous mobilise.

**L'union entre la parole et l'action est une exigence politique et démocratique.**

L'union entre la parole et l'action doit être plus forte chaque jour pour tisser la confiance avec la population, pour rassembler et non pour diviser, pour humaniser notre société et non la diriger avec férocité. **Le renoncement d'autres à leurs engagements ne serait pas grave aujourd'hui s'il ne faisait autant de sacrifiés.**

**Au cdH, nous avons choisi de nous opposer en proposant.** Nous avons décidé de gouverner en agissant. Nous avons décidé de dire non à une société à double

vitesse, qui consume les familles et les classes moyennes ; nous avons décidé d'améliorer le quotidien des Belges, des Wallons, des Bruxellois et des habitants de la périphérie, en leur donnant les moyens de vivre mieux, en respectant la parole donnée et notre ADN : oser, partager, respecter.

Tenir nos engagements, nous le faisons pour l'école.

Nous avons connu une législature d'apaisement et de remise en confiance du monde de **l'enseignement**, menée par Marie-Do puis relayée par Marie-Martine. Sur cette base, Joëlle a pu lancer le chantier que méritent nos écoles et nos enfants. Parce qu'il était indispensable pour nous de redéfinir le nouveau sens, les nouveaux objectifs et les nouveaux rôles de l'enseignement des prochaines années, de définir une nouvelle alchimie entre le savoir et l'apprentissage avec, en outre, des méthodes plus innovantes.

**Le Pacte d'Excellence fait le choix de la confiance et de l'audace.** La confiance aux enseignants et aux directions, aux parents, aux enfants, à l'ensemble des acteurs du monde de l'éducation. Il fait le choix de la confiance en l'avenir. Il mise sur l'actualisation des compétences enseignées, l'accompagnement du parcours de chaque élève, le renforcement du lien entre l'école et l'entreprise, les nouvelles formes d'organisation de l'école. En un an, un travail impressionnant a été réalisé. La méthode rigoureuse de concertation des acteurs a débouché sur un premier rapport, qui balise l'action. Ce travail se poursuit, avec la même densité et la même détermination. Parce que nous avons l'obligation et surtout l'immense ambition de réussir ce pari audacieux et indispensable. Oser. Partager. Respecter.

Oser ! Parce que nous avons aussi été les premiers à prendre position pour que les acteurs sociaux restent les chevilles ouvrières de notre **protection sociale**, même et surtout après le transfert de compétences aux Régions. Maxime s'est battu pour mettre sur pied l'Agence wallonne de la Santé, de la Protection sociale, du Handicap et des Familles – et il nous a promis de trouver rapidement un nom plus court pour la baptiser. Sur cette lancée, il a posé les fondations essentielles de soutien aux personnes âgées. Les seniors qui le souhaitent pourront enfin rester chez eux. Cette Assurance autonomie sera obligatoire, solidaire, responsable et ouverte à toute la

population. Elle permettra à toute personne confrontée à une perte d'autonomie de bénéficier de multiples services à domicile. **Nous avons porté et nous concrétisons cette véritable révolution de société. Oser. Partager. Respecter.**

Pendant la campagne, nous avons mis en avant l'enjeu du **logement**, celui des jeunes ménages en particulier. A Bruxelles, où nous exerçons cette compétence, Céline a pu, de manière prioritaire, assouplir les conditions d'accès au Fonds du Logement. Concrètement, la couverture des droits d'enregistrement et la baisse du taux garanti permettront d'octroyer 35% de prêts en plus.

Oser, anticiper, voilà une autre de nos marques de fabrique. Voir loin, c'est notre valeur ajoutée, comme humanistes. Vous vous en souvenez, le CEPESS, notre centre d'études, avait proposé de construire une ville nouvelle et de nouveaux quartiers pour répondre à l'augmentation de la population et améliorer sa qualité de vie. Aujourd'hui, Carlo a pris le relais. Bien sûr, je ne vous annonce pas encore la pose de la première pierre. Mais notre idée de ville nouvelle et de quartiers nouveaux fait son chemin. Deux études sont en cours : l'une a trait à leur localisation, l'autre vise à établir le cahier des charges auquel les communes candidates devront répondre pour bénéficier d'aides au développement de nouveaux quartiers. Rendez-vous d'ici la fin de l'année pour cette étape. La question fera à nouveau débat. Intensément. Comme lorsque nous avons avancé l'idée. Le débat, l'audace, c'est cela aussi votre cdH.

Derrière ces dossiers concrets, un leitmotiv nous colle à la peau. Une préoccupation centrale, prioritaire, systématique : **l'emploi**. Je sais à quel point l'accès à l'emploi est essentiel pour les jeunes, pour qu'ils puissent se construire un avenir et une vie de qualité. Nous savons tous combien le manque d'emploi peut rapidement créer le désarroi et cette impression fausse mais tenace de se sentir nul, inutile, perdu.

L'emploi, mes amis, voilà notre grande obsession.

L'investissement dans l'école et le développement des liens entre l'école et les entreprises ; le soutien aux emplois de proximité, aux services aux personnes, aux métiers du cœur ; le soutien au secteur de la construction ; (et ce ne sont que des

exemples) ; toutes ces politiques suivent un seul et même fil orange : la création d'emplois.

Tenir nos engagements, nous le faisons pour la **ruralité**. 40% des Wallonnes et des Wallons habitent dans des zones rurales. Ces zones rurales couvrent 80% de notre beau territoire wallon. Ce combat, René Collin le mène pour nous. Avec déjà un aboutissement de taille : notre Plan wallon de Développement rural a été adopté par la Commission européenne. L'investissement est colossal : 650 millions d'euros. Il vise essentiellement le soutien aux agriculteurs et aux petites entreprises. Mais il a également à cœur de renforcer les liens humains dans les villages, grâce à des projets portés par les communes, les maisons du tourisme, les Groupes d'Action Locale ou encore les Parcs naturels.

J'en profite pour adresser un message clair au monde agricole : votre combat acharné est le nôtre, hier comme aujourd'hui. **Nous vous défendrons dans tous les cénacles. Avec encore plus d'intensité et d'obstination contre les fossoyeurs de nos campagnes, ceux qui labourent leurs salles de marchés avec une seule semence : leur propre profit.** A mes amis agriculteurs – vous qui vous levez avant tous les autres pour nourrir notre pays, je le dis solennellement : nous serons toujours à vos côtés !

Merci à nos parlementaires et leurs chefs de groupe : Catherine, Marie-Martine, Benoit, Dimitri, François pour leur engagement quotidien. Ils font avancer tous nos projets. La force du cdH, ce sont plus de 2.000 propositions, interpellations et questions déposées depuis un an.

Au fédéral, nous ne passons pas notre temps à hurler. Nous proposons, chaque jour. Parce que, contrairement à d'autres, nous avons, nous, choisi l'opposition.

Vous connaissez la combativité de Catherine. Grâce à sa force de travail et à celle de nos parlementaires, nous dénonçons chaque jour les effets négatifs des mesures adoptées, singulièrement contre les femmes et les jeunes (et je ne parle même pas des femmes jeunes). Nous avons en face de nous un Gouvernement fédéral qui aime entretenir la discrimination.

Pour réplique, nous présentons inlassablement nos alternatives. Car oui ! Il y a d'autres voies possibles que celles de la politique brutale, celle qui gouverne par effets d'optique plutôt que par vision d'avenir.

Voici trois exemples d'une opposition constructive.

Le premier : la fiscalité.

Nous avons déposé des propositions de Loi qui détaillent notre projet fiscal : diminuer l'impôt des particuliers, soutenir les classes moyennes, les familles et ceux qui travaillent, en faisant contribuer les gros spéculateurs, les gros pollueurs et les gros fraudeurs. Notre alternative est claire : soutenir l'emploi et l'activité des petites et moyennes entreprises par une diminution drastique du coût du travail, par la baisse du taux d'impôt pour toutes les sociétés et soutenir les investissements. **Voilà un projet qui a du sens, qui renforce l'activité, développe l'emploi mais aussi l'équité de notre système fiscal.**

Le Gouvernement ne tient pas ses engagements. Leur tax-shift n'est pas la révolution annoncée. Elle n'améliore en rien l'équité fiscale, pénalise les familles, et ne met aucun vent dans les voiles de la prospérité. Les intérêts notionnels avantagent toujours la Flandre ; les grands spéculateurs ont passé leurs vacances tranquilles sans le souci du lendemain et les gros pollueurs riment toujours aussi peu avec payeurs. Pour les indépendants, rien ! nada ! schnol ! Le Gouvernement MR-NVA – oh pardon ! Le Gouvernement NVA-MR plutôt – taxe les communes qui s'associent pour créer des crèches et des garderies mais exonère le port d'Anvers. Allez, de qui se moque-t-on ?

Le tax shift du Gouvernement fédéral, c'est la certitude des moins pour les citoyens et la promesse des plus. C'est la certitude des taxes supplémentaires qui vont s'appliquer sur les classes moyennes : des factures d'électricité 15% plus chères, un saut d'index, une explosion des accises... Mais pour les baisses d'impôts, il n'y a aujourd'hui que des mots ! Des mots qui annoncent un jour en grande pompe 100 euros en plus pour chaque ménage, mais on s'aperçoit aujourd'hui que les familles

nombreuses n'en verront pas le moindre *cent*. C'est cela, créer la confiance ? C'est cela, le sens de l'engagement ?

Le second : la reconnaissance du génocide arménien.

Dans ce dossier, nous avons fait bouger les lignes. Nous avons déposé un texte ambitieux et d'une grande clarté. Car cette question porte sur une question essentielle : celle des valeurs que nous portons. Malgré les circonvolutions des uns et des autres, dans la majorité comme dans l'opposition, notre détermination a payé : le génocide arménien a été formellement reconnu par le Gouvernement fédéral. **Nous espérons le même sursaut dans tous les partis pour pénaliser les négationnistes du génocide et pour étendre la reconnaissance aux Arméniens et aux Grecs pontiques.**

Le troisième dossier, essentiel, c'est celui de la sécurité. Ici, c'est plus grave. Car s'il y avait bien un dossier où nous avons des propositions prêtes à être adoptées et appliquées et que le Gouvernement n'avait qu'à saisir, c'est celui-ci. Avant même que notre pays et la France soient marqués par les tragiques événements que nous avons connus, nos propositions étaient sur la table : pénalisation des personnes parties combattre, extension des écoutes téléphoniques, retrait des documents de voyage... Mais la majorité est coupable d'être tombé dans un jeu stupide, majorité contre opposition. Résultat ? Nous avons perdu des mois précieux dans le combat contre le fanatisme et le terrorisme. Sur les 12 mesures annoncées par le Gouvernement en janvier dernier, 4 seulement ont été concrétisées. Et alors que le premier rôle de l'Etat fédéral est d'assurer la sécurité des citoyens, l'action du Gouvernement c'est : moins 177 millions d'euros pour la Police, moins 250 millions d'euros pour la Justice.

La semaine dernière, le Thalys est passé tout près d'un attentat et d'un drame abominable. Sans la perspicacité et le courage de passagers, nous ne pouvons qu'imaginer l'ampleur de la catastrophe. En ces temps agités, nous ne devons jamais oublier l'objectif que poursuivent les terroristes : créer un climat de terreur. Plutôt que de céder à la peur, nous voulons au contraire renforcer le respect et le partage des valeurs de liberté et de démocratie.

Je suis donc frappé par la réaction du Gouvernement fédéral. Se replier sur soi, revenir sur les acquis européens, sur nos libertés fondamentales, n'est-ce pas ça se plier au climat de terreur voulu par les terroristes ? Après les attentats de Charlie Hebdo, le Premier Ministre nous avait pourtant dit : « *La peur doit changer de camp* ». Aujourd'hui, je crains plutôt qu'il ne campe sur la peur. Ce dont nous avons besoin, c'est de conserver notre sang froid et d'agir. Mobilisons les moyens humains et financiers pour assumer ensemble nos responsabilités.

Oser – Partager – Respecter,

Chers amies,

Chers amis,

C'est notre ADN. C'est ce qui inspire notre action.

C'est aussi une vaste dynamique de démocratie participative que nous avons lancée il y a quelques mois. Ce ne sont pas que des mots. Vous avez déjà lancé plus de 1.200 idées : bravo ! L'opération se poursuit, et 39 rendez-vous vous sont déjà fixés aux quatre coins de la Wallonie et de Bruxelles. D'autres suivent.

Dans les propositions que vous avez émises, quelque chose m'a frappé. Vous insistez régulièrement sur les difficultés à réconcilier nos multiples vies. Nous sommes tous confrontés à cette épineuse question : comment concilier notre vie professionnelle, notre vie de famille, le temps pour soi, notre vie sociale ? Comment gagner du temps de qualité, au quotidien ? Peut-on aménager différemment nos horaires, apporter plus de flexibilité pour le quotidien et répondre aux multiples situations personnelles ? Ne faut-il pas renforcer les services aux personnes, comme les gardes d'enfant ou les activités parascolaires ? Comment imaginer d'autres modes de mobilité, renforcer le télétravail et les espaces de travail partagé ? Comment, aussi, mieux répartir le temps entre nous, entre ceux qui souffrent d'en avoir trop, jusqu'à parfois déstructurer leur vie personnelle ou sociale, et ceux qui n'en ont pas assez et qui se sentent pressés comme des citrons ?

**A ces questions, nous voulons apporter de nouvelles réponses : développement des gardes d'enfant et en particulier d'enfants malades, aménagement et flexibilité d'horaires, soutien au travail à distance, investissements dans la mobilité... Débattons-en ensemble !**

La mobilité, c'est votre préoccupation permanente. Quand on doit déposer un enfant à l'école, l'autre à la crèche, puis aller les chercher, les déposer au foot ou à la danse, se déplacer pour le boulot pendant la journée, ce n'est déjà pas une sinécure. Mais quand il faut faire tous ces déplacements dans les embouteillages, ça devient vraiment l'enfer quotidien. Changer nos habitudes de mobilité, changer les mentalités, c'est indispensable. Si les voitures de société ont tant de succès, c'est qu'un avantage fiscal y est lié et que la fiscalité du travail est trop élevée. Ce que nous proposons, c'est de maintenir pleinement le même avantage fiscal mais en l'ouvrant à plus de possibilités : un abonnement aux transports en commun, un vélo, des titres-services...

Dans les familles, les parents sont souvent des femmes et hommes-orchestres aux multiples cerveaux et aux multiples mains. Cette organisation millimétrée s'enraye malheureusement quand survient l'imprévu. Un enfant malade, et c'est la panique. Si on n'a personne à appeler à la rescousse, c'est souvent l'un des deux parents qui doit rester à la maison. Des services d'enfants malades existent, certes, mais pas assez. Pourtant, ce n'est pas uniquement une question de confort, mais également de compétitivité et de taux d'emploi des hommes et des femmes. Ce que je propose, c'est que l'assurance maladie prenne en charge le développement de ces services de garde d'enfant. Cela apporterait un plus tant pour les employeurs que pour les parents et l'ensemble de la famille.

De nombreux travailleurs – je devrais dire travailleuses parce que ce sont très majoritairement des femmes – n'ont pas d'autre choix que de travailler à temps partiel. Mais pourquoi, alors, le Gouvernement fédéral les pénalise-t-elles si durement, jusqu'à leur faire perdre plusieurs mois de salaires sur un an, avec la réforme de l'allocation de garantie de revenus ? Ce sont justement elles qu'il faut soutenir. Il y a deux combats que nous ne pouvons pas perdre. Le premier concerne l'égalité des salaires, on le traîne depuis trop longtemps. **Le second, tout aussi**



**important, c'est le combat pour l'égalité des carrières, qui doivent tant pour les femmes que pour les hommes être pleines et entières.**

Ce chantier, celui des temps et parcours de vie, est au cœur de l'audace, du partage et du respect. J'ai demandé au CEPESS d'y travailler en priorité, avec nos parlementaires et tous ceux qui souhaitent s'y impliquer.

Je souhaite terminer par une question qui nous, humanistes, nous touche particulièrement. Cet été est marqué par des drames humains qui nous touchent au plus profond de nous. Les migrations forcées sont avant tout le symptôme d'une immense détresse. Cette immense détresse naît des persécutions et des violences vécues par de trop nombreuses populations sur notre planète. Comme humanistes, nous avons un devoir légal et moral d'être au rendez-vous de ces drames humains. Nous avons le devoir de tendre la main et de secourir ces femmes et ces hommes qui décident de tout quitter pour sauver leur vie et celle de leurs familles.

Chaque être humain a le droit de vivre chez lui dans un pays libre et en paix. **Notre devoir, c'est donc également celui de combattre avec la plus grande fermeté les persécuteurs.** Ce combat pour les droits de l'homme, nous devons le gagner. Les moyens absolument nécessaires doivent être mobilisés en Europe pour gagner ces guerres contre les régimes radicaux, totalitaires et extrémistes. Nous devons également soutenir pleinement l'action humanitaire dans ces pays et les pays voisins. Ces victoire face à ces actes barbares est la seule action durable qui peut éviter que des personnes ne fuient leur pays dans des conditions dantesques et permettra à celles et ceux qui ont fui de retrouver les leurs dans des territoires sécurisés et pacifiés.

A cet égard, permettez-moi de rendre hommage à notre parlementaire Georges Dallemagne, parti cette semaine en Syrie auprès des arméniens dans le cadre du centenaire du génocide, se rendre compte et témoigner des souffrances terribles endurées.

**Oser, c'est combattre les régimes d'oppression et de persécution. Partager, c'est secourir les personnes en détresse. Respecter, c'est tenir nos engagements légaux et internationaux.**

Vous l'aurez compris ! Des actes en ligne avec notre parole. Renforcer tous les jours l'union entre le discours et l'action politique. Le cdH a cette force – vous êtes cette force – qui permet d'améliorer le quotidien de tous les Belges. La responsabilité constructive dont nous faisons preuve prouve qu'une alternative est possible.

Je souhaite à chacune et à chacun d'entre vous une excellente rentrée !

\*\*\*\*\*

\*\*\*

\*